

LES ATELIERS DE LECTURE DE PRS

*LE PROGRAMME DE L'UDF
ET DE FRANCOIS BAYROU*

Dans **é**lecteur il y a **l**ecteur

Pas une **v**oix **p**our la droite **n**i l'extrême droite!

Lisez et vous voterez à gauche!

Les ateliers de lecture sont nés pendant la campagne du referendum sur la constitution européenne. Giscard, qui présidait la Convention chargée de l'écrire, venait de dissuader les citoyens de lire ce texte « trop compliqué pour eux ». Il est vrai que la longueur et l'opacité du projet de Constitution avaient de quoi décourager. Mais nombre de nos concitoyens ont refusé de le suivre. Certains se sont même regroupés pour lire et comprendre le texte à plusieurs. Les ateliers de lecture étaient nés. Cette implication populaire et civique allait obliger le débat à se mener le texte à la main et conduire au rejet du projet libéral de Constitution.

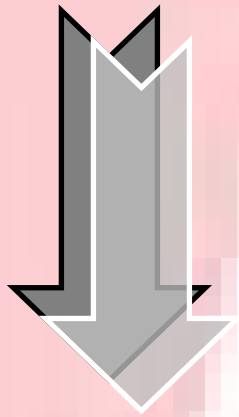
Les militants de PRS continuent aujourd'hui ce travail de réappropriation citoyenne en organisant des ateliers de lecture sur les textes de loi votés en notre nom ou sur les programmes soumis aux électeurs. Il s'agit de sélectionner les passages les plus importants du texte, de les comprendre et d'en débattre afin de se forger une opinion personnelle et argumentée.

La conviction de PRS, association d'éducation populaire, est qu'il n'y a pas de République sans républicains, c'est-à-dire sans citoyens motivés qui s'impliquent pour défendre l'intérêt général. C'est tout le contraire de la « staracadémisation » infantilissante de la politique à laquelle nous assistons. Dans le cadre des élections de 2007, nous espérons contribuer à reconquérir la dignité des citoyens, afin qu'ils puissent choisir leur président en fonction du programme qu'il propose et non pas de l'image que les médias dominants donnent de lui.

François Bayrou endosse dans la campagne présidentielle la posture du rebelle qui va tout remettre à plat. Cette stratégie semble payante à ce jour puisque les intentions de vote à son égard atteignent des sommets inconnus par son parti, l'UDF, depuis l'époque de Valéry Giscard d'Estaing : jusqu'à 22% d'intentions de vote au 18 mars 2007 (sondage paru dans Le Journal du Dimanche du 18/03/07). En effet, dans le contexte de l'état d'urgence politique dans lequel se trouve notre pays depuis cinq ans, les tentatives de toutes sortes pour balayer le système et ouvrir une voie politique nouvelle connaissent des fortunes aussi fulgurantes que volatiles. La vague lepéniste en est la traduction la plus extrême et la plus enracinée. L'effet Bayrou en est une autre facette.

Mais le candidat de l'UDF ne s'arrête pas à cette image de rebelle : il joue aussi la carte de l'homme du centre qui réconcilie les positions de la droite et de la gauche.

En prenant connaissance du programme de Bayrou, nous pourrions répondre à ces deux questions. Bayrou est-il un candidat « anti-système » ? Son positionnement politique est-il à égale distance de la droite et de la gauche ?



1. Emploi, salaires, précarité - C'est dans le texte:

Discours (8-9/11/06) : Il faut [que] ceux qui veulent travailler plus, soient libres de le faire.

Projet d'espoir, p.112: Je propose que toute entreprise puisse créer deux emplois nouveaux, en CDI, qui ne supporteront pas les charges pendant cinq ans [quelle] que soit sa taille [...] Cette mesure [coûtera] 5 à 6 milliards.

L'Usine Nouvelle (15/03/06) : [Il faut] un CDI avec une période d'essai suffisante pour permettre de la souplesse en conservant de la sécurité.

Discours à la CGPME (15/03/06) : Je n'ai jamais dit que j'allais supprimer le CNE.

Discours (8-9/11/06) : Si l'on augmente brutalement le prix du travail, comme l'annoncent les socialistes, on fera disparaître encore des emplois.

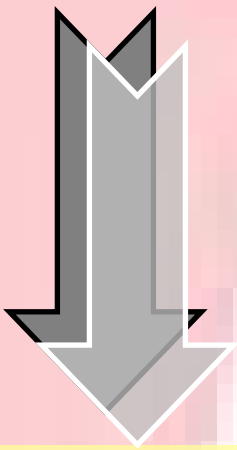


1. Tendre avec les entreprises, dur avec les salariés !

Comme Sarkozy, Bayrou propose de « travailler plus pour gagner plus ». Pour « permettre aux salariés qui le souhaitent d'améliorer leur revenu », Bayrou propose de « majorer leur paiement [des heures supplémentaires] de 35 % entre 35 et 39 heures » (p.19). Or, cette mesure ne concernerait que les 4 premières heures au-delà de 35h, qui sont déjà majorées aujourd'hui de 25 %. Le gain final sur la fiche de paie serait donc de l'ordre de 85 centimes par heure sup au SMIC, soit un gain mensuel maximum de 14 euros ! Pas de quoi relancer le pouvoir d'achat. La hausse du SMIC de 5 %, représenterait au contraire un gain immédiat de 50 euros mensuels. Or, comme Sarkozy, Bayrou refuse d'augmenter le SMIC. Sans compter que ce n'est jamais le salarié qui choisit lui-même son temps de travail, comme le savent bien les 1,3 million de salariés à temps partiel contraint que leur entreprise empêche de travailler plus. Les éventuelles heures supplémentaires dépendront donc de l'arbitraire patronal et ne permettront pas d'augmenter les salaires réels.

En matière de cadeaux aux entreprises, Bayrou envisage de faire plus fort que Sarkozy. Le coût des « deux emplois sans charges patronales pour chaque entreprise » est évalué à 8 milliards€ (débat2007.fr : chiffrage réalisé par l'Institut de l'Entreprise) C'est plus que le budget de la Justice aujourd'hui (6,3 milliards en 2007). Ces sommes s'ajouteraient aux 22 milliards d'exonérations de charges existantes, dont l'efficacité pour l'emploi n'a pourtant jamais été démontrée.

Sur le contrat de travail, Bayrou opte comme Sarkozy pour un contrat de travail unique. Sous l'appellation de « CDI universel à droits progressifs », sur son site de campagne, Bayrou prévoit une période d'essai allongée, où le licenciement est libre, sur le modèle du CPE et du CNE que d'ailleurs Bayrou refuse d'abroger avant la mise en place de son nouveau contrat. Bayrou souhaite aussi avancer sur la proposition du MEDEF de rupture du contrat de travail par consentement mutuel, comme le relate « Les Echos » du 12/03/06: sur les contrats de travail, Bayrou a dit à la CGPME, être, comme Nicolas Sarkozy, favorable au principe de « rupture par consentement mutuel » proposé par le Medef. En faisant artificiellement comme si la relation de travail était une relation égalitaire, cette évolution balayerait l'essentiel des protections du salarié en cas de licenciement.



2. Budget, impôts, politique économique

- C'est dans le texte:

Projet législatif, p.18: Il convient de transférer une part des cotisations pesant sur la masse salariale vers [la] TVA sociale [...] Plus que l'augmentation brutale du SMIC [...] ce rééquilibrage est le seul moyen d'améliorer durablement le niveau des salaires.

Discours sur la social-économie (23/02/07) : L'impôt sur la fortune [...] a fait du tort à la France, parce que, lorsque les riches s'en vont [c'est] un appauvrissement continu du pays.

Interview à la Tribune (8/03/07) : je préfère appeler impôt sur le patrimoine et non sur la fortune, un terme subjectif. [...] je maintiens ma proposition de fixer pour cet impôt un taux unique de un pour mille.

Projet d'Espoir, p.92 et 97 : La dette est justifiée [pour] des équipements à long terme [...]. S'agissant des dépenses de fonctionnement de l'Etat, elle n'est pas acceptable. Elle l'est encore moins quand il s'agit de couvrir le déficit de la santé publique.[...] Je propose l'adoption de la règle constitutionnelle [...] qui interdit à tout gouvernement de présenter un budget en déficit de fonctionnement.

Discours sur la social-économie (23/02/07) : Je ne partage pas les critiques et les affirmations négatives qui ont été faites autour de la Banque centrale européenne [...]. Je pense, [...] que ces remarques sont extrêmement dangereuses. [...] La banque centrale est indépendante et il est heureux qu'elle le soit.



2. Austérité et inégalités !

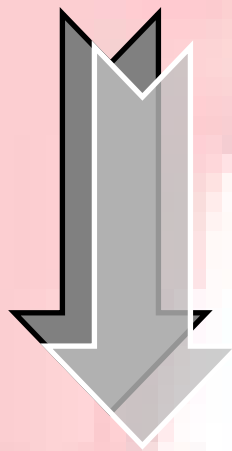
Pour compenser les immenses pertes induites par son programme de baisses de charges, Bayrou envisage de recourir à ce qu'il appelle trompeusement la « TVA sociale » : « *Angela Merkel a augmenté de 3 points la TVA, dont 1 point pour alléger les charges. Pour l'instant les résultats sont très encourageants.* » (Bayrou, L'Express, 8/02/07): Toujours prêt à faire des cadeaux aux entreprises, Bayrou veut augmenter l'impôt le plus injuste, puisque la TVA pèse plus lourdement sur les revenus modestes que sur ceux des riches.

A l'inverse, Bayrou propose de baisser les impôts les plus justes, c'est-à-dire ceux qui sont progressifs et qui touchent plus fortement les plus riches. Il veut ainsi créer un taux unique d'ISF à 0,1 %, alors qu'aujourd'hui les taux augmentent avec la richesse. Pour un patrimoine conséquent de 15,8 millions d'euros (soit plus de 100 millions de francs), l'imposition à l'ISF baisserait de plus de 50 000 euros soit une réduction de près de 25% par rapport à aujourd'hui.

Bayrou utilise aussi le thème de la dette comme un épouvantail pour justifier le recul de l'Etat et des services publics : « *J'ai fait de la dette l'obsession de ma campagne électorale.* » (La Tribune 8/03/2007). Pour cela, il prétend interdire tout déficit de fonctionnement du budget, ce qui priverait l'Etat de marge de manœuvre. En cas de crise économique, une règle d'équilibre de fonctionnement obligerait à réduire les dépenses de fonctionnement de manière très significative, ou encore à augmenter fortement les prélèvements... ce qui alimenterait la crise, au lieu de contribuer à la réduire! Cette politique d'austérité budgétaire se combine avec un soutien total à la rigueur monétaire imposée par la banque centrale européenne (BCE). Bayrou est ainsi quasiment le seul candidat à défendre la politique de l'euro fort menée par la BCE au détriment de l'emploi et de la croissance.

3. Retraites, protection sociale

- C'est dans le texte:



Projet d'Espoir, p.103: Le dernier gouvernement a fait voter une loi que j'ai soutenue, tout en expliquant [que ce n'était] que le tiers du chemin qu'il nous faudra faire.

Projet législatif p.92 : Les engagements déjà pris en matière de retraite sont si lourds que nos enfants [...] vont avoir à porter un fardeau qui dépasse leurs capacités.

Projet d'Espoir, p.108 : [Cette réforme] doit créer un régime de retraite [qui] doit permettre à chaque salarié [...] de décider lui-même de l'âge de son départ en retraite.

Projet législatif, p.9 : L'activité universelle [sera] la contrepartie à l'octroi de toute allocation et justifier[a] alors une rémunération complémentaire. [Elle] permettra aux titulaires de minima sociaux d'arrondir leurs fins de mois : les collectivités locales et associations auront les moyens de leur apporter une contrepartie, cumulable, un certain temps, avec le RMI.

Discours sur l'exclusion (7/10/06) : Je propose l'unification des minima sociaux en une allocation unique, par points. [...] Le maquis des aides et contrats de toute nature sera simplifié par un contrat d'insertion unique.

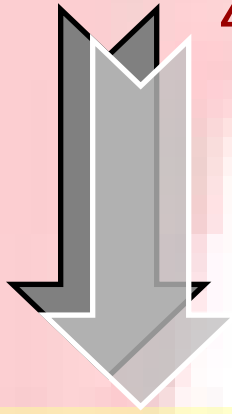


3. Les droits sociaux en recul !

François Bayrou a été un soutien zélé de la réforme Fillon des retraites de 2003, qui porte à terme à 42 le nombre d'années nécessaires pour avoir une retraite à taux plein. En clair, cette réforme enterme progressivement le principe de la retraite à 60 ans, conquête de 1981. Mais Bayrou propose d'aller encore plus loin dans le même sens, c'est-à-dire en faisant peser tous les efforts sur les salariés, tandis qu'il exclut toute contribution nouvelle des entreprises pour financer les retraites. La retraite à la carte conduirait à des droits à la retraite à géométrie variable. Les salariés désirant partir à 60 ans -ou ceux qui ne trouvent plus d'emploi à cet âge- auraient « le droit » de le faire... et d'accepter une retraite fortement amputée. Chacun serait incité à rester en activité pour améliorer le niveau de sa pension. Au final, sous couvert de favoriser l'emploi des seniors, Bayrou comme Sarkozy veulent ainsi généraliser le travail jusqu'à 65 ans au moins. Une injustice d'autant plus grave que les ouvriers ont deux fois plus de chances que les cadres de mourir avant 65 ans.

Bayrou propose aussi de supprimer purement et simplement les régimes spéciaux de retraite, selon une logique de nivellement par le bas. Il ne tient pas compte ainsi des conditions particulières de travail qui justifient les spécificités de ces régimes (travail le week-end et la nuit pour beaucoup d'agents de la RATP et de la SNCF, pénibilité particulière des taches de conduite, astreintes multiples ...)

Concernant les plus pauvres, Bayrou adopte la thèse libérale du « chômage volontaire » selon laquelle l'aide sociale inciterait à la paresse. Une insulte aux millions de pauvres que compte le pays et en particulier aux travailleurs pauvres de plus en plus nombreux, qui peuvent difficilement être soupçonnés d'avoir préféré l'assistance au travail. Pour les RMistes, Bayrou propose donc une sorte de travail obligatoire qui ne serait pas vraiment rémunéré (juste de quoi « arrondir ses fins de mois » d'après lui). On voit mal comment les exclus, en étant cantonnées dans ce travail sous qualifié et mal rémunéré pourraient sortir de la spirale de l'exclusion. Cela ne peut au contraire que les y enfoncer.



4. Ecole, Université, formation- C'est dans le texte:

Projet législatif, p.20 : Aider l'entreprise, c'est revoir la formation professionnelle [...]. Bien des métiers de l'entreprise pourront accueillir des formations.

Projet d'Espoir, p. 69: Comment voulons nous élever nos enfants? Il faut leur transmettre la connaissance du passé, [la langue,...] la valeur du risque...

Projet d'Espoir, p.73 : Il faut expliquer à la nation que la gouvernance des universités doit être revue. [...] Il faut [...] permettre aux universités de vivre sans avoir à tout instant à se tourner vers la rue de Grenelle pour le moindre poste ou le moindre crédit.

Projet d'Espoir, p.73 : Une université mieux dotée et oxygénée [...] retrouve la confiance de la nation.

Site de campagne, « universités » : La question du degré d'autonomie des universités est posée, en particulier pour les budgets de recherche

Projet législatif, p.25 : L'allocation de ces moyens supplémentaires devra se faire sur une base fortement sélective.



4. École Université

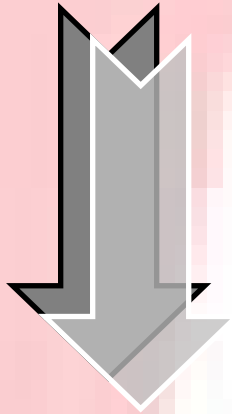
En 1993, F. Bayrou, Ministre de l'Éducation Nationale, tente de réformer la loi Falloux sur le financement de l'enseignement privé. Son projet de loi aurait permis aux collectivités locales de financer sans restriction la construction et l'entretien des écoles privées. Ce projet de loi fait descendre des milliers de manifestants dans les rues. Le Conseil Constitutionnel a lui-même censuré ce projet de loi, qui «contrevient au principe de la laïcité [...] et méconnaît le devoir de l'État concernant l'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïque à tous» (décision du 13/01/94).

Bayrou a réaffirmé son combat pour la privatisation de l'école le 25 janvier dernier à Orléans : «Personne ne peut soupçonner en moi un ennemi de l'enseignement privé. J'ai pris suffisamment de risques [...] pour pouvoir prétendre que je suis partisan de la liberté de l'enseignement». Dans son projet, «si les entreprises comprennent qu'elles vont pouvoir parfaire la formation professionnelle...» illustre son intention de réaliser le rêve du MEDEF, bénéficiaire d'une main d'œuvre à bas coût. Une partie des jeunes en formation ne seraient plus formés dans le cadre de l'Enseignement Professionnel public, mais dans un cadre marchand : l'entreprise. Que personne ne s'y trompe : l'acquisition de compétence ne se fait pas «sur le tas» en entreprise. C'est d'ailleurs en apprentissage que l'on voit le plus de jeunes sortir du système scolaire: ce sont les 25% annuels de «perdus de vue»!

Bayrou pousse la logique jusqu'au bout puisque selon lui de nouvelles valeurs doivent être transmises à nos enfants : «*la valeur du risque, de la recherche à l'entreprise*»! L'école devient un outil de promotion individuelle, alors qu'elle a été pensée pour construire des valeurs collectives indispensables à une société républicaine : libre, égalitaire et solidaire.

Quant à l'université «mieux oxygénée», son projet n'est en fait rien d'autre que sa marchandisation. C'est ce que signifie «*permettre aux universités de vivre sans avoir à tout instant à se tourner vers la rue de Grenelle pour le moindre poste ou le moindre crédit*». Cette privatisation de l'université généraliserait la compétition, entre établissements pour se procurer des moyens auprès des entreprises. La sélection des élèves se ferait sur cette base, et les programmes de formation répondraient aux impératifs de rentabilité financière de court terme que l'on connaît dans le privé.

5. La 5^{ème} République bis - C'est dans le texte:



Projet d'Espoir, p.19 : Président responsable, Gouvernement et Parlement rééquilibrés, peuple représenté justement, magistrats indépendants, c'est une nouvelle République. Pour imager, je l'appelle 6^{ème} République.

Projet législatif, p.12 : l'élection au suffrage universel direct ne peut pas faire du Président un observateur retiré sur son Aventin et n'intervenant que dans de rares occasions [...] celui qui est élu par le peuple doit diriger et assumer la responsabilité de son action

Projet législatif, p.13 : La mission [du gouvernement] est de mettre en œuvre les choix présidentiels et d'y affecter les moyens nécessaires avec le concours du Parlement.

Projet d'Espoir, p.22 : Si le calendrier républicain n'avait pas été remis sur ses pieds, en rendant à l'élection présidentielle sa prééminence, [...] les élections législatives auraient été organisées avant l'élection du Président

Projet d'Espoir, p.16: J'accepte et je demande que tous les grands courants soient représentés [à l'Assemblée nationale] même ceux que je n'aime pas. Même l'extrême droite [...]. Je les combats, mais c'est leur droit d'être représentés comme le sont les socialistes ou les conservateurs. Ils sont aussi français qu'eux, aussi citoyens qu'eux.



5. Institutions

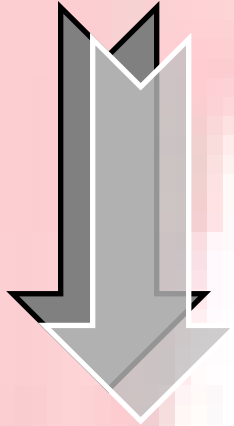
Contrairement à tous les candidats de gauche qui défendent une République parlementaire, la 6^{ème} République évoquée par F. Bayrou le rapproche une fois de plus du candidat de l'UMP. Bayrou défend la prééminence du Président de la République du fait de son élection au suffrage universel direct et ne compte pas le changer: « l'élection au suffrage universel direct ne peut pas faire du Président un observateur [...] celui qui est élu par le peuple doit diriger et assumer la responsabilité de son action ». Nous voilà très loin du régime parlementaire, mais bel et bien en plein dans le régime présidentiel de la 5^{ème} République. Mais Bayrou brouille les cartes en parlant d'une 6^{ème} République « pour l'image »!

L'UDF propose l'introduction du suffrage proportionnel notamment pour les législatives. François Bayrou, qui se prétend républicain connaît les conséquences de sa proposition, puisqu'il va jusqu'à revendiquer la représentation du FN à l'Assemblée Nationale en tant que « grand courant » qui n'est pas moins français ni moins citoyen que celui des socialistes ou des conservateurs. Pourtant le programme du FN est en totale contradiction avec les principes de la citoyenneté républicaine, qui repose sur l'égalité des citoyens quelle que soit leur origine ou leur couleur de peau, ainsi qu'avec les fondements de notre République. Drôle de républicain qui délivre un tel brevet aux ennemis de la République.

Bayrou et les institutions, c'est un ralliement peu convaincant à leur réforme, un détournement du projet de la 6^e République au profit du renforcement des pouvoirs du président, une géométrie variable de proportionnelle du simple au double (changement de position en 86, 2003, 2004, 2005 puis 2006!), le cynisme face au cumul des mandats, qu'il a « beaucoup aimé », mais dont il faut bien se défaire car « c'est l'époque qui veut ça »...

6. Mondialisation et Europe: des modèles indépassables

- C'est dans le texte :



Projet d'Espoir, p.57: Et c'est parce qu'ils ont eu l'impression que l'Europe était le fourrier du modèle dominant qu'ils ont pour beaucoup voté non au référendum de 2005.

Projet d'Espoir, p.44: Il y a depuis le premier jour deux projets européens: d'un côté ceux qui voient l'Europe comme un vaste marché et une zone de droits, des lois communes et des échanges. Cela n'est pas rien, mais ce n'est pas assez. J'appartiens par toutes mes fibres, à la famille d'un projet européen plus ambitieux: [...] une action volontaire pour mener ensemble et défendre ensemble un état du monde plus sûr et plus juste.

Projet d'Espoir, p.42: La lutte contre l'effet de serre, l'immigration, la santé de l'économie, l'énergie, la défense, l'action internationale, l'équilibre des forces sur la planète, toutes ces questions exigent une Europe cohérente et en bonne santé.

Projet législatif, p.17 : [la mondialisation] est une donnée, il faut s'y préparer. Globalement bénéficiaire, la France, en s'adaptant aux données nouvelles, a plus à y gagner qu'à y perdre.

Projet législatif, p.17 : Les dangers d'une mondialisation sans contrôle sont bien réels. [...] Les excès du capitalisme sont ses pires ennemis : la concurrence sans limite, la recherche de profits sans rapport avec la réalité économique, risquent de « tuer le capitalisme » (Claude Bébear) et de réduire même les « fondements de notre société » (Alan Greenspan).



6. Mondialisation et Europe, tout ce que VGE voulait et que les Français ont rejeté

Toujours partant pour essayer de brouiller les clivages avec les partis de gauche, Bayrou insiste sur le fait qu'il soumettra le prochain projet de Constitution européenne à référendum. Bayrou avait pourtant envisagé juste avant le 29 mai 2005 de faire revoter les Français sur le même texte en cas de vote non : « *en cas de vote non, soit tout s'arrête et il n'y a plus de Constitution européenne puisque l'unanimité est requise. Soit on nous demandera de voter une seconde fois, dans quelques mois, mais sur le même texte, comme cela avait été fait pour l'Irlande qui avait voté "non", puis revoté "oui" au traité de Nice* » (interview au Journal du Dimanche du 15 mai 2007).

Quelle est « l'ambitieux projet européen » de François Bayrou ? Se bat-il pour une Europe démocratique et sociale comme le réclamaient les tenants du non de gauche pendant la campagne référendaire ? Bayrou dit que son projet vise à se préoccuper de « la lutte contre l'effet de serre, l'immigration, la santé de l'économie, l'énergie, la défense, l'action internationale, l'équilibre des forces sur la planète ». Rien qui ne réponde à la demande des électeurs de la gauche du non qui souhaitent une Europe plus sociale et plus démocratique. François Bayrou ne propose rien de neuf pour l'Europe : il reste sur la ligne que Valéry Giscard d'Estaing, fondateur de l'UDF, avait mise en œuvre en rédigeant le Traité Constitutionnel Européen !

D'ailleurs, Bayrou s'affiche une fois encore comme un candidat de droite lorsqu'il évoque la mondialisation : « [la mondialisation] est une donnée, il faut s'y préparer. Globalement bénéficiaire, la France, en s'adaptant aux données nouvelles, a plus à y gagner qu'à y perdre ». Et s'il faut contrôler la « mondialisation », c'est pour éviter qu'elle ne s'autodétruisse : « les excès du capitalisme [...] risquent de « tuer le capitalisme » [...] et de réduire même les « fondements de notre société » ».

Avec Bayrou Président de la République, les Français qui ont rejeté le capitalisme financier transnational lors de leur vote du 29 mai, donneraient un Président de l'Union Européenne en 2008 de droite libérale, soit l'exact opposé de ce qu'ils ont souhaité pour l'Union européenne en rejetant la Constitution libérale pour l'Europe.

Depuis 2002, Bayrou et l'UDF co-gouvernent la France avec l'UMP. Leur projet poursuit ces cinq années : alléger les charges pour les entreprises, allonger la durée légale du travail, retarder l'âge de départ à la retraite, marchandiser l'école et l'université, maintenir et même aggraver le régime présidentiel de la V^{ème} République, proposer aux Français la même Europe que celle qu'ils ont rejeté en 2005. En cela, l'image de « rebelle » que Bayrou essaie de construire n'est absolument pas confirmée par son programme. Entré en politique au service de Pierre Méhaignerie et Jean Lecanuet, ayant gravi tous les échelons du Centre des démocrates sociaux (CDS), puis de l'UDF (délégué général de 1989 à 1991, secrétaire général de 1991 à 1994 puis président en 1998), il n'a pas rompu sur le plan des idées avec la droite.

Pourtant, il cherche à tout prix à se démarquer de l'UMP depuis sa création en 2002. Sa tardive conversion à la critique du « système » fait suite à l'hémorragie de cadres de l'UDF vers l'UMP qui s'est produite en 2002. Il décrit d'ailleurs ainsi les UDF qui ont rallié N. Sarkozy : « *tous ceux qui ont bénéficié du système* » (L'Express, 08/03/07).

Au final, on constate que la posture de Bayrou est une chose et que son programme UMP-compatible en est une autre. Tous les électeurs qui veulent un changement véritable devraient le savoir pour se prononcer en pleine connaissance de cause.

POUR CONTINUER L'ATELIER DE LECTURE

Chacun de nous peut organiser un atelier de lecture, puisqu'il ne s'agit pas d'un exercice d'expert, mais d'un exercice citoyen. Nous sommes tous en mesure de lire un texte, en tout cas les extraits les plus significatifs de celui-ci, et d'en débattre avec des amis.

Les ateliers de lecture peuvent se faire sous leur forme la plus simple : en réunion d'appartement. Il s'agit de 5 à 10 personnes réunies chez un hôte, qui a invité des voisins, des amis, des collègues de bureau... A plus de 10 personnes une formule atelier de lecture dans un bar ou une salle publique sont envisageables. Une information plus large est alors nécessaire au moyen de tracts et d'affichettes à demander à ADL.PRS@gmail.com.

Des militants de PRS peuvent aussi aider à animer la discussion. Le matériel avec de petits argumentaires aident l'animateur de l'atelier à proposer des éléments de réponse et à nourrir la réflexion. Ils sont disponibles en ligne sur www.pourlarepubliquesociale.org, rubrique ateliers de lecture. Les militants PRS sont prêts à aider à organiser et animer votre atelier de lecture (envoyer un email à ADL.PRS@gmail.com). Dans votre département, il existe sans doute des militants de PRS s'impliquant régulièrement dans cette tâche citoyenne.